

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RDM BLENDECQUES SAS

Rue de l'Hermitage
BP 53006 Blendecques
62500 Saint-Omer

Références : -
Code AIOT : 0007000490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement RDM BLENDECQUES SAS implanté Rue de l'Hermitage CS 53006 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection était initialement prévue en concomitance avec un contrôle inopiné par un laboratoire spécialisé et extérieur à l'entreprise sur l'aspect de la légionellose.

La société RDM a annoncé fin mars 2024 l'arrêt de l'activité de l'usine programmée pour fin août 2024.

Depuis cette annonce, les outils de production de l'usine sont à l'arrêt, ainsi que la chaudière et le système Remixco concerné par le risque légionellose.

De ce fait, le contrôle inopiné prévu ce 10 avril 2024 a été annulé, mais l'inspection portant principalement sur le thème de la légionellose a été maintenue, permettant ainsi de faire le point

avec l'exploitant sur d'autres aspects tels que la surveillance du site et les stocks présents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RDM BLENDECQUES SAS
- Rue de l'Hermitage CS 53006 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer
- Code AIOT : 0007000490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RDM (ex CASCADES) emploie environ 200 personnes sur son site de BLENDECQUES pour la fabrication de cartons plats à intérieurs gris, blanchis et couchés, essentiellement à partir de fibres de récupération valorisées (fibres cellulosiques recyclées). L'usine dispose de six chaînes de préparation des pâtes, cinq pour la production à partir de vieux papiers, une pour la production de pâte vierge. Sa production nette vendable est d'environ 110 000 t/an.

La majeure partie de la pâte utilisée est fabriquée sur place à base de vieux papiers. Trois qualités de pâtes différentes sont fabriquées pour les feuilles recto, verso et entre deux. Le carton fini est expédié soit sous forme de bobines, soit sous forme de plaques mises à dimensions.

L'usine dispose d'une tour dite "circuit Remixco" qui a pour fonction de produire de l'eau chaude par pulvérisation sur les fumées en sortie de chaudière. L'eau utilisée provient du traitement biologique de la station d'épuration interne du site.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans le contexte particulier de la fin programmée de l'activité du site ; les activités de production étaient déjà stoppées et les principaux équipements étaient à l'arrêt. Toutefois, l'inspection a pu noter qu'au moment de la présente inspection, l'exploitant assurait toujours le suivi du site et des équipements.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence et conformité de l'analyse méthodologique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
3	Plan de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
4	Procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Sans objet
5	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet
6	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
8	Stockage des produits biocides et autres	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
9	Stock de vieux papiers	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 8.3.1.	Sans objet
10	Surveillance du stockage	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 8.3.9.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le contexte particulier de la fin programmée de l'activité du site, l'exploitant maintient le suivi correct du site et des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

La personne référente en matière de suivi du risque légionellose sur le site est M. Pierre GAVELLE, responsable des risques industriels. Sa fiche de poste reprend bien le suivi et le traitement des risques liés à la légionellose.

L'exploitant présente les attestations de formations aux risques liés à la légionellose, formations assurées par AFPI Formations, et dont l'objectif est de permettre d'acquérir une méthodologie de maintenance et d'entretien des tours de refroidissement ainsi qu'une connaissance des risques et des préventions à mettre en application conformément à la législation.

Vu les attestations présentées pour la dernière formation dispensée le 27/10/2022 concernant MM. Pierre GAVELLE; Amine EZZAAF, Tom CARDON, Ludovic COORNAERT, Vincent HANSCOTTE, Damien LECLERC, Dorian MONNEREAU et Simon PLANKE.

L'exploitant présente également les attestations de formation du personnel de FLANDRES ANALYSES qui réalise les mesures périodiques : M. Joël BARDEL (3/05/2019), M. Jean BLAVOET (3/05/2019), Mme Natacha GOULLEY (12/03/2024), M. Xavie CEUGNIEZ (14/06/2019).

Vu l'attestation de formation en interne par la société NOVALAIR (prestataire pour l'entretien des TAR) pour son personnel MM. Corentin DEDOURGES et Ahmed MECHIA (attestation de

formation en date du 8/03/2019).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodologique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente :

- l'instruction « analyse de risque légionellose » référencée I/CHF014 R5 d'avril 2021 qui décrit la méthodologie d'analyse de risque liée à la légionelle. Ce document décrit l'installation et la méthode d'analyse employée basée sur l'identification des points critiques de l'installation, des facteurs de risques, de leurs causes et des mesures préventives associées. Cette instruction précise la fréquence annuelle de révision de l'analyse .
- une analyse du risque légionellose révisée en décembre 2023 (référencée F/CHF016 R9) qui décrit pour chaque risque identifié ses causes, les mesures préventives, mesures de surveillance et actions correctives adaptées.
- la liste des participants à cette révision qui inclue le personnel RDM concerné, des représentants de la société SOLENIS (traiteur d'eau) et des représentants de la société NOVALAIR (entretien de l'installation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité

des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Vu le plan de surveillance (intitulé plan de contrôle du circuit Remixco - annexe 2 ICHF011) qui reprend pour chaque paramètre retenu (qualité de l'eau, état des filtres, analyses légionella et bactériennes, consommations des produits, contrôle de la corrosion) les actions à mener, leurs fréquences, les intervenants, les supports de collecte des données.

L'exploitant présente la fiche stratégique de traitement en date du 12/10/2023 établie par la société SOLENIS qui précise les informations liées au prétraitement de l'eau clarifiée, l'usage des biocides oxydant et la compatibilité des produits utilisés.

Vu le plan d'entretien de l'installation de refroidissement actualisé mensuellement et qui définit pour chaque partie de l'installation la nature des interventions, leur fréquence, la date de la dernière action réalisée et la date limite pour la prochaine action.

Les modalités de mise en œuvre des actions reprises dans les plans d'entretien et plan de surveillance sont reprises dans l'instruction interne intitulée "Gestion et entretien préventif circuit Remixco référencée I/CHF011 R8 d'avril 2021.

Des procédures spécifiques reprennent les situations qui peuvent être rencontrées sur l'installation.

Vu les procédures suivantes :

- "nettoyage et désinfection du circuit Remixco en légionella supérieur ou égal à 100 000 UFC/l " (document référencé I/CHF016 R5 d'avril 2021) ;
- "arrêt immédiat de l'installation Remixco" (document référencé I/CHF010 R2 d'avril 2021)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures spécifiques

Prescription contrôlée :

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;
- autres cas de figure propres à l'installation.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

L'exploitant présente la liste des procédures spécifiques liées à la gestion de la légionellose :

- gestion des bras morts circuit Remixco (ref. ICHF007 R4) ;
- actions suite aux résultats légionella (ref. ICHF008 R5) ;
- nettoyage et désinfection du circuit Remixco à l'arrêt (ref. ICHF009 R4) ;
- arrêt immédiat de l'installation Remixco (ref. ICHF010 R2) ;
- gestion et entretien préventif circuit Remixco (ref. ICHF011 R8) ;
- suivi et actions correctives en cas de dépassement des paramètres internes (ref. ICHF012 R2) ;
- lavage mécanique à haute pression (ref. ICHF013 R1) ;
- analyse de risque légionellose (ref. ICHF014 R5) ;
- nettoyage et désinfection du circuit Remixco si résultats en légionella compris entre 1 000 et 100 000 UFC/l (ref. ICHF015 R5) ;
- nettoyage et désinfection du circuit Remixco si résultats en légionella supérieur ou égal à 100 000 UFC/l (ref. ICHF016 R5) ;
- actions à mener suite à la présence de flore interférente (ref. ICHF020 R4).

Vue les procédures suivantes :

- arrêt immédiat de l'installation Remixco (ref. ICHF010 R2) en date d'avril 2021 ;
- nettoyage et désinfection du circuit Remixco si résultats en légionella supérieur ou égal à 100 000 UFC/l (ref. ICHF016 R5) en date d'avril 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :**2. Carnet de suivi**

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

L'exploitant présente les carnets de suivi mensuels de la chaufferie qui mentionnent les actions réalisées sur le circuit Remixco mais également sur d'autres aspects de la chaufferie. Ces documents comportent des informations sur les durées de marche ou d'arrêt, les relevés de compteurs en début et fin de mois.

Les relevés des volumes d'eau et des quantités de produits d'entretiens préventifs et curatifs consommés, les arrêts annuels et les différentes interventions sur l'installation sont repris sur des documents séparés.

Observation : pour assurer une meilleure accessibilité à l'ensemble des informations, il est souhaitable de les rassembler dans un document unique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre

<p>méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant présente les résultats des 3 dernières analyses réalisées par FLANDRES ANALYSES les 17/01/2024, 7/02/2024 et 6/03/2024.</p> <p>Les résultats de ces analyses sont conformes (< 100 UFC/l)</p> <p>Les dates d'analyses sont enregistrées dans carnet de suivi de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Nettoyage préventif annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif annuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport d'intervention de la société NOVALAIR qui a réalisé 2 août 2023 le nettoyage mécanique et la désinfection du circuit. Le nettoyage précédent avait été réalisé le 22 novembre 2022.</p> <p>Le nettoyage mécanique a concerné la bache "air libre" en toiture, la TAR REMIXCO, la bache eau chaude et la bache eau froide. Le nettoyage de ces parties comprenait la pulvérisation d'un complexe biodispersant-javel, un nettoyage haute pression, le rinçage des installations.</p> <p>Le rapport relatif au nettoyage du 2/08/2023 ne mentionne pas si les dispositions particulières prévues par la procédure interne RDM référencée I/CHF013 et concernant le lavage mécanique haute pression (notamment mise en place d'une bache) ont bien été respectées.</p>

Le rapport indique également que la désinfection du circuit a eu lieu le 3/08/2023 par injection d'un produit oxydant chloré dans le réseau, **mais ne mentionne pas de nettoyage mécanique des canalisations. ce point est une non conformité. il est demandé à l'exploitant de respecter cette disposition en cas de remise en service de la TAR.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à s'assurer de la bonne application de ses procédures internes lors des interventions sur la TAR, et du nettoyage dans les règles de la totalité des éléments de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockage des produits biocides et autres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits biocides et autres

Prescription contrôlée :

tat des stocks de produits dangereux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

L'exploitant tient à jour mensuellement sous format informatisé un état des stocks des produits utilisés dans le cadre de la gestion de la légionellose. Cet état des stocks précise pour chaque produit le type d'utilisation (traitement continu ou traitement de choc), les quantités présentes en fin de mois, la quantité utilisée au cours du mois, les dates de livraisons et quantités livrées.

Les produits en cours d'utilisation sont présents à côté de la TAR au niveau de la chaufferie ; les bacs (1 000 litres) sur rétentions sont raccordés au circuit pour les injections automatiques.

Les produits en réserves sont stockés sur rétentions au niveau du dépôt des produits chimiques (nommé "cuisine").

Les fiches de données de sécurité sont affichées sous forme de pancartes en matériaux

inaltérables sur les cuves au niveau de la réserve et au point d'utilisation. Les mises à jour de ces fiches sont récentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stock de vieux papiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 8.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, État de stocks

Prescription contrôlée :

La capacité du dépôt est limitée à 8 000 tonnes pour les vieux papiers.

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente son état des stocks de matières premières :

- vieux papiers : 3 700 t
- pâte vierge : 278 t

L'exploitant indique que la production étant à l'arrêt, il n'y a plus d'approvisionnement de matières premières prévue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 8.3.9.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Constats :

La production du site est à l'arrêt depuis fin mars 2024.

Le gardiennage est assuré 24 h/ 24 par la société DK Sécurité qui est présente au poste de gardiennage à l'entrée du site, ainsi que ponctuellement dans la journée au niveau du poste de gaz et du parc de vieux papiers.

Cette société assure des rondes de nuits.

Type de suites proposées : Sans suite

